

Polytechnics Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Représentant neuf collèges, instituts et écoles polytechniques financés par les deniers publics dans les principaux centres urbains du Canada, Polytechnics Canada concentre ses recommandations politiques sur deux secteurs qui se rapportent à la productivité du Canada : les besoins d'innovation des entreprises canadiennes et les besoins du pays en matière de talents. Le gouvernement fédéral peut jouer un rôle clé dans l'atténuation des risques que représente l'innovation pour les entreprises canadiennes dans les principaux secteurs industriels. Et le gouvernement fédéral peut en faire bien plus pour faciliter l'accès aux talents remarquables des diplômés collégiaux. Les caractéristiques qui font l'unicité du modèle d'enseignement polytechnique sont la vaste étendue des titres que nous offrons depuis la formation dans les métiers jusqu'aux grades de 1^{er} cycle, de même que l'augmentation des recherches appliquées et des activités d'innovation commerciale menées par nos partenaires industriels, les entreprises canadiennes en quête de solutions d'innovation et de commercialisation auprès de nos membres. En tant que pourvoyeurs de talents aux employeurs, nous sommes à l'avant-garde de nouveaux modèles de perfectionnement des compétences, que ce soit pour nos 33 816 apprentis ou 14 352 étudiants inscrits à 86 grades de bachelier, ou nos 17 043 étudiants internationaux (d'après les données de 2010-2011). Les priorités budgétaires de Polytechnics Canada sont carrément axées sur la productivité du Canada, qui a besoin de nouvelles solutions aux problèmes qui se sont accumulés au cours de plusieurs décennies. Ces problèmes ont trait aux modèles de financement de la recherche et du développement, et du perfectionnement des compétences sous-optimales qui entraînent des distorsions sur le marché du travail ou qui entravent la croissance de l'économie. Nous appuyons sans réserve les recommandations sur l'innovation et l'enseignement supérieur que l'on trouve dans l'Étude économique du Canada 2012 de l'OCDE, dont nous espérons qu'elle sera examinée de près par le Comité des finances. Nous recommandons au gouvernement fédéral d'actualiser la logique qui se cache derrière le programme appuyant l'innovation ou le perfectionnement des compétences et qui exige de meilleurs résultats à même les niveaux de financement actuels. Le soutien plus direct et plus ciblé de l'innovation pour les entreprises sera d'une aide précieuse, notamment les coupons. Nous proposons de nouvelles façons d'aborder l'appui de la formation en matière d'apprentissage. Et nous demandons l'intégration des étudiants inscrits à un grade de baccalauréat au niveau du collège dans les programmes qui jusqu'ici ont été injustement limités aux étudiants d'université de 1^{er} cycle. La clé de la relance et de la croissance consiste à s'assurer qu'un plus grand nombre d'entreprises se mettent à jouer au jeu de la R-D et que le Canada adopte des stratégies plus équitables et inclusives pour élargir son bassin de talents.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

La mission primordiale des membres de Polytechnics Canada, à l'instar d'autres collèges du Canada, est d'assurer l'employabilité de ses diplômés. Notre modèle d'apprentissage appliqué, qui est différent du modèle classique d'enseignement universitaire, imprègne tous nos programmes. La mobilisation du secteur privé pour l'élaboration des cursus, les stages, les programmes d'alternance travail-études et les stages dans l'entreprise, de même que la recherche appliquée, est la raison pour laquelle nous obtenons d'aussi bons résultats au niveau de l'employabilité et des niveaux toujours élevés de satisfaction des employeurs. À l'échelle nationale, la situation complexe du marché du travail auquel se heurtent les nouveaux arrivants dans la population active continue de susciter des préoccupations; en particulier, les faibles taux de réussite des apprenants d'âge adulte inscrits à nos programmes d'apprentissage. Les renseignements et les données du marché du travail sur l'enseignement postsecondaire, les cheminements vers l'emploi et la population active sectorielle sont insuffisants, périmés et viciés, comme le fait observer l'Étude de l'OCDE. Les gouvernements doivent autoriser les collèges à diffuser leurs données à tous les intervenants, qu'il s'agisse des employeurs, des enseignants du secondaire, des conseillers d'orientation ou des parents. Des données exactes et diffusées en temps opportun amélioreront la création d'emplois et le maintien en poste et bâtiront des carrières là où nous en avons le plus besoin. Il faut à tout prix que le gouvernement fédéral revoie et modernise la formation dans les métiers au Canada pour être sûr qu'un plus grand nombre d'apprentis mènent à terme leurs programmes et deviennent des travailleurs aux compétences éminemment qualifiées et à l'esprit d'entreprise et même d'innovation pour tout un éventail de secteurs industriels au Canada, en particulier les secteurs de la construction et des ressources. Nous préconisons plusieurs mesures pour faire augmenter le nombre des apprentis dans les métiers Sceau rouge qui acquièrent leurs « billets » en vertu d'une réaffectation des fonds non dépensés aux subventions d'incitation à l'apprentissage, par exemple : • accorder un crédit d'impôt aux employeurs lorsqu'un apprenti obtient son certificat de qualification dans un métier Sceau rouge; • élargir le Programme canadien de prêts aux étudiants pour octroyer des prêts-relais aux apprentis d'âge adulte qui sont dans le besoin financier; • exonérer d'impôt les subventions incitatives aux apprentis et à l'achèvement de la formation d'apprenti; • songer à des prêts de démarrage pour les apprentis afin de permettre aux professionnels de créer une entreprise à l'obtention de leur certificat Sceau rouge. À notre avis, ce sont les entreprises et les organisations qui créent des emplois; les collèges pour leur part créent des travailleurs. À l'instar de l'Allemagne, nous avons besoin d'une culture industrielle axée sur la mobilisation d'un plus vaste bassin de talents pour l'innovation.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

On a beaucoup parlé des pénuries de compétences et du déséquilibre des qualifications au Canada. Les récentes réformes de la politique d'immigration, même si elles constituent d'importants remèdes à court terme, ne sont pas des solutions à long terme pour bâtir une population active canadienne qualifiée. Il y a plus inquiétant que l'absence de données sur l'offre et la demande sur le marché du travail, à savoir la tendance à dénaturer les types de compétences qui font défaut : il se peut que le

Canada ait une offre excédentaire d'étudiants diplômés et de 3^e cycle, mais pas suffisamment de métiers qualifiés. On court toujours le risque de mal interpréter la demande de compétences, et d'investir dans des compétences dont les entreprises n'ont pas besoin. Les programmes et les politiques qui cherchent toujours à financer « l'exode des cerveaux » des années 1990 ne font pas grand-chose pour remédier à la pénurie de compétences en 2012. Une manière austère d'examiner le bouleversement démographique imminent au Canada est de constater qu'au cours des 20 prochaines années, 50 personnes atteindront l'âge de 65 ans toutes les heures. Nous devons nous concentrer sur les besoins des nouveaux arrivants sur le marché du travail et sur les moyens d'augmenter le nombre de travailleurs plus âgés prêts à demeurer au sein de la population active. Il sera également utile d'intégrer le nombre croissant d'étudiants internationaux dans le marché du travail. Les employeurs canadiens ont systématiquement sous-investi dans la formation des employés par rapport aux autres pays de l'OCDE. Et pourtant, plusieurs entreprises ont constaté que les collèges et les écoles polytechniques peuvent aider à perfectionner les compétences des travailleurs actuels par une formation sur mesure au travail. Afin d'aider les travailleurs canadiens à faire face à l'évolution des exigences du marché du travail, nous recommandons un programme national pilote s'inspirant du Programme de formation en milieu de travail pour l'innovation de la Colombie-Britannique qui bénéficie de l'appui du Plan d'action économique de 2009-2010. Avec la publication imminente du rapport sur la Stratégie internationale en matière d'éducation du Canada, le gouvernement fédéral aura toutes les raisons de vouloir moderniser l'approche du Canada à l'égard des étudiants internationaux afin d'attirer des talents sur le marché du travail canadien. Polytechnics Canada recommande au gouvernement de lancer un projet de marketing plus équitable et plus moderne pour l'enseignement supérieur qui tient compte de la diversité et de la qualité de tous les établissements canadiens d'enseignement postsecondaire. Nous incitons vivement le gouvernement à créer de nouvelles bourses pour les étudiants internationaux de 1^{er} cycle (par opposition aux bourses réservées uniquement aux étudiants de 2^e/3^e cycle), en offrant les nouvelles bourses à tous les collèges et aux écoles polytechniques qui dispensent des programmes de baccalauréat.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

L'innovation des entreprises est créatrice de richesse et, par conséquent, d'emplois durables et de grande qualité. C'est là que réside le lien avec la productivité. Le Canada a une stratégie des sciences et de la technologie alors qu'il a besoin d'une stratégie d'innovation. Le modèle actuel de partenariats entre le milieu universitaire et l'industrie qui date d'il y a 20 ans impose des idées au secteur privé, dans l'espoir que l'industrie pourra en faire des succès commerciaux; or, les retombées sont aléatoires. Le Canada a besoin de la précision d'un laser pour l'innovation des entreprises, notamment l'innovation au chapitre de la technologie et des services, afin de sérieusement rehausser la productivité. Dans la réalité, l'industrie et ses clients déterminent les problèmes et créent la demande de R-D. Le rôle du gouvernement dans l'innovation des entreprises consiste à faciliter les partenariats entre l'industrie et tous les fournisseurs de services de R-D – les universités, au même titre que les collèges. Les collèges et les écoles polytechniques mobilisent leurs étudiants dans l'innovation du secteur privé, permettant ainsi aux petites et moyennes entreprises du Canada d'accélérer le transfert de leurs idées sur le marché. Les neuf membres de Polytechnics Canada ont servi 1 188 entreprises, mobilisé 8 960 étudiants dans le cadre de 1 317 projets au cours de l'an dernier seulement, ce qui démontre l'augmentation constante de la demande pour que les collèges et les écoles polytechniques soient les intermédiaires de l'innovation. Voici quelques faits qui méritent qu'on s'y arrête au sujet du financement actuel de la R-D

pour les partenariats entre les universités et l'industrie : • l'appui fédéral annuel à la R-D dans l'enseignement supérieur (recherches fondamentales et appliquées) est de 3 milliards de dollars et plus et vise principalement les recherches fondamentales et le soutien des étudiants de 2^e/3^e cycle; • le financement de la recherche appliquée pour les partenariats entre les universités et l'industrie se chiffre à 400 millions de dollars sur ce total; • pire encore, le financement annuel de la recherche appliquée dans les collèges, en dépit de gains récents, se chiffre actuellement à peine à 35 millions de dollars. À défaut de regrouper les programmes de soutien de la recherche dans l'industrie, les appels constants visant à augmenter la part du gâteau de la recherche ont peu de chances de donner des résultats remarquables au chapitre de l'innovation. En réaffectant les fonds à la recherche appliquée industrielle, le gouvernement fédéral peut aider un plus grand nombre d'entreprises à franchir la « vallée de la mort » de la commercialisation et à devenir concurrentielles. Trois mesures particulières consistent : • à adopter un programme national de coupons de commercialisation qui permet aux entreprises canadiennes de choisir le soutien à la commercialisation tardive dont elles ont besoin, selon les recommandations de l'Étude de l'OCDE; • à majorer les fonds destinés au Programme d'innovation dans les collèges et la communauté à 50 millions de dollars par an pour répondre à la demande insatisfaite des entreprises qui cherchent des solutions en matière d'innovation; • à élargir l'admissibilité au programme de bourses de recherche de 1^{er} cycle en milieu industriel du CRSNG pour y inclure les étudiants de 1^{er} cycle des collèges.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Trois défis particuliers nécessitent l'intervention du fédéral : ceux auxquels sont confrontés les étudiants d'un programme d'apprentissage, le traitement équitable de tous les talents au niveau du 1^{er} cycle et les obstacles aux PME. Bon nombre de ces défis sont attribuables aux politiques et aux programmes qui excluent ces protagonistes et ces entreprises du soutien du gouvernement soit en vertu d'une négligence sans malveillance, soit d'hypothèses périmées. Les étudiants en apprentissage ne sont pas traités comme s'ils faisaient partie de la population d'apprenants; en revanche, on les assimile à des employés qui bénéficient du soutien du régime d'assurance-emploi. Un autre grand problème de la réussite dans une école de métiers au Canada est le manque d'empressement des employeurs à aider les stagiaires à obtenir leur certificat. Les stimulants accordés aux employeurs et les changements apportés au régime de soutien financier des apprentis d'âge adulte seront d'une aide précieuse. Les grades de baccalauréat offerts par les collèges et les écoles polytechniques sont relativement nouveaux (ils datent du milieu des années 1990) et ils ne sont pas intégrés dans l'aide fédérale aux étudiants de 1^{er} cycle. Il faut briser le mythe selon lequel les grades de bachelier sont du ressort exclusif du secteur universitaire. L'intervention du fédéral peut viser l'inclusion équitable des étudiants collégiaux de 1^{er} cycle dans les bourses de recherche et les stages en milieu industriel, soit par l'entremise des conseils subventionnaires de recherche, soit par un nouveau mécanisme de financement visant à attirer les étudiants internationaux de 1^{er} cycle. Enfin, les PME canadiennes novatrices dans tous les secteurs se heurtent à un éventail d'obstacles, notamment l'accès aux capitaux, les solutions de commercialisation et des talents éminemment qualifiés prêts à innover. Le regroupement des programmes de financement, la réaffectation du financement actuel au profit de la recherche appliquée en milieu industriel, le lancement d'un programme national de bons de commercialisation et la possibilité pour les étudiants collégiaux de 1^{er} cycle d'effectuer des stages dans ces entreprises sont plusieurs solutions qui permettront de répondre aux besoins urgents de ces entreprises. L'innovation est un sport d'équipe, et nous devons la traiter comme tel. À l'instar des bonnes équipes sportives, nous avons besoin des meilleurs joueurs à chaque poste. Aujourd'hui, nous laissons « sur le banc » des gens talentueux comme

les gens de métier, les techniciens, les diplômés de collège et d'école polytechnique et même certains segments de la population active actuelle. Le gouvernement doit éliminer les obstacles qui empêchent les employeurs d'avoir accès à tout le bassin des talents « fabriqués » au Canada. Les écoles polytechniques et les collèges, aux côtés des PME, doivent être considérés comme faisant partie intégrante de l'édification de communautés d'innovation au Canada. Nous nous réjouissons à la perspective de comparaître devant ce comité dans les semaines à venir.